

Turquie

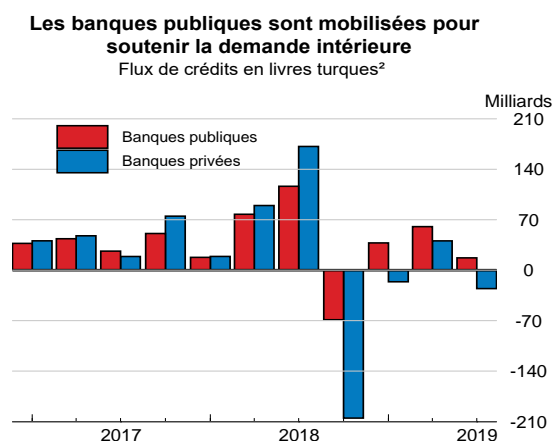
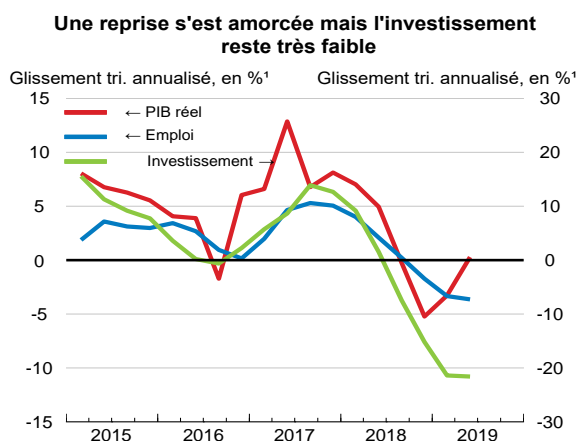
La croissance a continué de se redresser au cours des derniers mois. Les mesures de relance importantes du gouvernement entraînent un raffermissement de la demande intérieure plus vigoureux que prévu et la dépréciation de la monnaie soutient les exportations. Toutefois, la faiblesse de la demande extérieure, les incertitudes géopolitiques et les bilans dégradés du secteur privé devraient maintenir la croissance du PIB aux alentours de 3 %, soit bien en-deçà du taux de croissance potentielle, qui a lui-même diminué et pourrait fléchir encore sous l'effet d'une accentuation des distorsions induites dans l'économie par l'action publique. La confiance des investisseurs demeure fragile et l'investissement a nettement diminué.

Pour restaurer la confiance à l'échelle nationale et internationale, il faudrait simplifier le cadre de politique macroéconomique et le rendre plus transparent. Renforcer la transparence de la situation budgétaire des administrations publiques, notamment concernant les activités quasi budgétaires dont le champ s'élargit, et garantir la crédibilité de l'indépendance de la banque centrale auraient pour effet de raffermir la confiance. De nouvelles mesures destinées à accroître la flexibilité du marché du travail et la concurrence sur les marchés de produits dans le secteur formel doivent être prises pour enrayer l'affaiblissement de la croissance potentielle et de l'intensité de l'investissement à moyen et long terme.

La reprise est amorcée, mais les incertitudes restent

À la faveur de la forte revalorisation du salaire minimum intervenue au début de 2019, de baisses temporaires des impôts indirects et de l'expansion des crédits octroyés par les banques publiques, la consommation privée a continué de se redresser. En revanche, l'investissement des entreprises a continué de reculer au premier semestre de l'année, et les indicateurs à haute fréquence ne laissent augurer aucune reprise sensible de l'activité. Les sociétés non financières continuent de réduire leurs dettes en devises et en monnaie nationale, qui avaient précédemment fortement augmenté. La hausse constatée des dépôts de bilan laisse à penser que les contraintes de financement continuent de saper les capacités d'investissement.

Turquie



1. Moyenne mobile sur trois trimestres.

2. Recouvre les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; et Agence de réglementation et de surveillance bancaires (BDDK, Bankacilik Düzenleme ve Denetleme Kurumu).

Turquie : Demande, production et prix

Turquie	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
PIB aux prix du marché	2 608.5	7.5	2.8	0.3	3.0	3.2
Consommation privée	1 560.5	6.2	0.1	-0.6	4.0	3.8
Consommation publique	387.0	4.6	7.1	4.8	1.8	2.1
Formation brute de capital fixe	764.7	8.2	-0.6	-15.9	4.0	6.5
Demande intérieure finale	2 712.2	6.6	0.9	-4.4	3.6	4.3
Variation des stocks ¹	- 28.4	0.7	-2.3	-0.5	0.2	0.0
Demande intérieure totale	2 683.8	7.4	-1.6	-4.9	3.8	4.3
Exportations de biens et services	573.0	12.0	7.8	5.2	3.7	2.0
Importations de biens et services	648.2	10.3	-7.7	-12.4	6.6	5.8
Exportations nettes ¹	- 75.3	0.1	4.2	5.3	-0.7	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	11.0	16.4	16.0	13.0	10.9
PIB potentiel, volume	—	5.5	5.2	4.4	4.0	3.9
Indice des prix à la consommation ²	—	11.1	16.3	15.8	13.2	10.0
IPC sous-jacent ³	—	10.1	16.5	14.3	12.9	9.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.9	11.0	13.5	13.2	13.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-5.6	-3.0	0.3	-0.7	-1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculé à partir des moyennes annuelles.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046931>

Les parts de marché à l'exportation ont progressé en raison des gains de compétitivité résultant de la forte dépréciation du taux de change. Les exportations de tourisme en ont tout particulièrement bénéficié, grimant de plus de 15 % en termes réels au cours des sept premiers mois de l'année. Dans le secteur manufacturier, les commandes à l'exportation provenant du marché européen se sont contractées, mais la variation des exportations totales est demeurée positive. En revanche, l'emploi a reculé tout au long de l'année 2019, malgré des créations d'emplois supplémentaires considérables dans les services publics et sociaux. En dépit d'un net recul procyclique du taux d'activité, le taux de chômage hors agriculture est monté à 15 % au cours de la période de mai à juillet, et le taux de chômage des jeunes à 25 %.

La politique macroéconomique s'appuie de manière excessive sur des instruments opaques

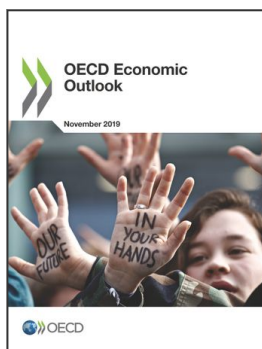
Les banques publiques ont fermement soutenu la consommation privée en rééchelonnant la dette des ménages contractée par carte de crédit ou sous d'autres formes, en accordant de nouveaux crédits à la consommation et en proposant des prêts aidés pour l'acquisition de logements ou de véhicules automobiles. La croissance des prêts à la consommation a été plus rapide que celle des crédits aux entreprises, atteignant le niveau très élevé de 25 % en rythme annualisé au début d'octobre. Dans le même temps, la livre, qui s'était dépréciée de 33 % par rapport au dollar des États-Unis après le choc d'août 2018, a regagné du terrain et la prime de risque du pays, qui avait fortement augmenté, a diminué. Le taux de change de la livre et la prime de risque du pays restent néanmoins sujets à des accès de volatilité dus aux incertitudes politiques et géopolitiques, qui se sont renforcées récemment. Dans ce contexte, la forte dollarisation de l'épargne et des crédits intérieurs accroît encore les risques de volatilité de la livre turque.

Un nouveau programme économique introduit en septembre vise à accélérer sensiblement la croissance du PIB en 2020 et 2021. Étant donné que la consommation privée est bridée par un chômage élevé et par la faible confiance des ménages, et que les banques privées (qui sont confrontées à une augmentation des défauts de paiement d'emprunteurs et subissent des restructurations de prêts massives) restent prudentes, les banques publiques et autres institutions financières publiques sont sollicitées à une échelle toujours plus grande. Il semblerait également que les banques publiques interviennent sur le marché des changes pour contribuer à la stabilisation du taux de change, dans les limites prévues par la réglementation. En sus de nouvelles mesures d'aide et d'incitation axées sur des entreprises et des projets spécifiques, la formation de capital est stimulée dans une large mesure par l'action publique. Cette évolution peut présenter des risques importants pour la qualité et la viabilité de la formation de capital dans le secteur des entreprises, notamment dans des branches d'activité exposées à de forts risques de mauvaise affectation des ressources en capital, tels que l'énergie et la promotion immobilière. Elle pourrait accentuer le ralentissement déjà observé précédemment des gains de productivité et de la croissance potentielle, sachant que l'effet de relance induit à court terme risque d'être largement compensé par une réduction durable de la croissance tendancielle. L'expansion des financements aidés et contrôlés par l'État ne figure pas non plus dans les rapports budgétaires ni dans les plans budgétaires officiels, pas plus que la majorité des autres engagements extrabudgétaires, comme l'extension des garanties de l'État aux partenariats public-privé. Même si l'on manque de données précises, il est clair que les éléments de passif éventuel de l'État ont massivement augmenté au cours de l'année écoulée.

Les autorités monétaires ont profité des conditions monétaires mondiales très favorables pour abaisser nettement le taux d'intérêt directeur et le ramener de 24 % en juillet à 14 % en octobre. Le taux d'inflation annuel, qui ressortait à 8.6 % en octobre, reste toutefois très supérieure à l'objectif de 5 % et risque d'être tiré vers le haut dans les temps à venir par de fortes augmentations des prix administrés. Il faudrait que la politique monétaire conserve une orientation restrictive afin d'assurer la poursuite du processus de désinflation. Il est essentiel de garantir l'indépendance de la banque centrale pour sa crédibilité future.

La reprise sera progressive et exposée à des risques substantiels

La croissance du PIB devrait rester stable aux alentours de 3 % en 2020 et 2021. La consommation privée devrait se redresser, mais l'investissement ne devrait se renforcer que très progressivement. La faiblesse de la demande extérieure et les bilans dégradés du secteur privé continueront de peser sur la reprise. D'autres risques tiennent aux incertitudes géopolitiques qui, faute d'être dissipées, pourraient éroder la confiance et accroître l'instabilité. À l'inverse, des améliorations crédibles de l'action publique dans les domaines budgétaire, financier et monétaire pourraient accélérer la reprise en renforçant l'intérêt des investisseurs nationaux et internationaux.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/39cf3264-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.